



Dr. Olivier Buirette

Après deux mandats et une usure du pouvoir qui guette tout dirigeant politique, Eddie Rama, artiste peintre à l'origine et ancien maire atypique de Tirana (élu en 2000 et réélu en 2004), devait remporter une troisième victoire électorale face à une opposition unie derrière l'éternel rival, le parti démocratique fondé par Saly Berisha. Cette réélection qui est, en tout cas en Albanie, du jamais vu, consolide ainsi un pouvoir en place depuis 2013. Beaucoup d'analystes voient déjà apparaître en dehors de l'Union européenne (UE), un troisième homme fort après Recep Tayyip Erdoğan en Turquie et Vladimir Poutine en Russie. Il est vrai que la victoire de l'ambitieux et pragmatique Alban Kurti au Kosovo quelques mois auparavant permet de dessiner une véritable résurgence du peuple albanais dans la région, surtout quand on connaît le poids important des minorités albanaises dans les Balkans de l'ouest. De nombreux défis et de nouveaux enjeux sont à prévoir, mais qu'en est-il vraiment ? L'Albanie est candidate à l'adhésion à l'UE depuis 2009. Celle-ci ayant été avalisée en 2012, l'Albanie a entamé en 2013 et à l'arrivée d'Edi Rama au pouvoir, une active politique afin de répondre aux 12 points que l'UE juge

Edi Rama : après sa 3e victoire électorale en Albanie en avril 2021. Le nouvel homme fort des Balkans ? Enjeux et défis.

indispensables pour lancer le processus de ratification de l'acquis communautaire.

Ainsi en politique intérieure, une ambitieuse politique de lutte contre la corruption et le trafic de drogue a été développée ainsi que le lancement de vastes programmes de travaux publics et d'amélioration des infrastructures (routes, autoroutes, etc.) associés au développement d'importants projets immobiliers. Tirana a également mis sur pied une importante politique de privatisations tout en favorisant le développement d'un partenariat public-privé.

En politique extérieure, la politique développée par Edi Rama est avant tout basée sur la stabilisation des relations diplomatiques avec son principal soutien, à savoir la Turquie — on rappellera que les Albanais n'ont pas besoin de visa pour s'y rendre —, et avec les pays occidentaux. Ainsi, les réformes se poursuivent afin de compléter les différents stades menant à l'adhésion à l'UE. De même,

les relations avec les États-Unis et Israël se sont stabilisées.

Si l'on se penche sur l'histoire de ce pays des Balkans de l'ouest d'un peu plus de trois millions d'habitants, on peut sans aucun doute considérer la période où Edi Rama en est le premier ministre comme une ère de stabilisation et de modernisation. En effet, l'Albanie revient tout de même d'une époque particulièrement sombre puisque, durant la guerre froide, le pays était soumis au régime communiste totalitaire d'Enver Hoxha et de ses successeurs. En 1991, le pays devait sortir de 47 ans de totalitarisme avec la victoire historique du dissident Saly Berisha, leader du parti démocratique, qui a ouvert une longue période de transi-



tion durant laquelle les troubles furent nombreux.

Il faudra attendre que l'ex-parti communiste se transforme, après une longue gestation, en un parti démocratique « normal », le Parti Socialiste d'Albanie, pour qu'enfin les alternances politiques

classiques d'une démocratie puissent se mettre en place.

Les trois victoires successives d'Edi Rama montrent que l'Albanie est sortie de cette longue période de transition pour entrer dans celle d'une accélération incontestable de sa modernisation afin qu'elle puisse enfin se tourner vers son adhésion à l'UE.

Malgré les revers des crises européennes de ces dernières années (crise grecque, crise financière, crise de l'euro, crise migratoire, Brexit et à présent la pandémie de coronavirus), malgré le fait que la poursuite de la dynamique des élargissements d'une UE retombée à 27 pays semble pour le moment à l'arrêt, il n'en demeure pas moins que la direction prise avec l'entrée de la Croatie en 2013, avait pour but une intégration des Balkans de l'ouest dans la structure bruxelloise afin de stabiliser ces pays.

Intégrer l'Albanie sera une étape importante, ne serait-ce que par le poids de ses minorités dans les Balkans et par le rôle que cela jouera dans le règlement de la question du Kosovo. La politique que met en place Edi Rama s'y emploie, et nous ne pouvons que lui souhaiter qu'elle réussisse pour le bien commun européen.



Eren M. Paykal

Nous concluons le dossier du Conseil Turc (Türk Keneşi) avec les possibles coopérations économique et sociale élaborées durant le dernier Sommet du Conseil que nous avons mentionné le mois passé.

Comme nous l'avions précisé, les *leaders* des pays membres ainsi que du membre observateur, la Hongrie, et du pays invité, le Turkménistan, s'étaient récemment réunis lors d'un sommet virtuel. Les responsables des pays s'étaient surtout penchés sur une intégration et collaboration économique.

Comme vous le savez, les États membres du Conseil s'étendent sur une superficie de 4.5 millions de km² et représentent une population turcophone de 300 millions d'âmes. Le volume économique de la région atteint les 2 trillions d'USD. Par conséquent, le Conseil a pour objectif de développer le plus possible la coopération dans 20 domaines différents, à commencer par les transports et la communication, le tourisme, la santé et l'éducation.

Le Kazakhstan, l'un des pionniers de

Le monde turc - II : Le volet économique

cette union, représenté par son président M. Kasım Çömert Tokayef, a mis l'accent sur le grand potentiel commercial de la ville de Turkestan, qui se situe au cœur de l'historique Route de la Soie. Le président Tokayef a également proposé une démarche primordiale, à savoir la création de « la Région économique commune des États turcs » qui serait basée dans cette ville au potentiel économique considérable.

Quant au président de la République kirghize, M. Sadık Çaparov, il a soutenu l'importance des transports et du tourisme au sein du Conseil. Le président Çaparov a insisté sur la nécessité d'utiliser au plus haut niveau le Couloir Transcaspien des Transports Internationaux, surtout avec la réalisation de nouveaux chemins de fer, reliant son pays à l'Ouzbékistan et à la Chine populaire. Le président de l'Azerbaïdjan, M. İlham Aliyev, a justement informé de la capacité unificatrice du monde turc du couloir de Zengezur qui, avec ses projets d'infrastructures, de communications et de transports, renforcerait la coopération entre les pays membres et ser-

vait aux intérêts de l'Arménie. M. Aliyev a précisé qu'une ligne de chemin de fer reliant l'Arménie et la Russie, inexistante jusqu'à maintenant, pourrait être réalisée en passant par le territoire azerbaïdjanais. Le président azerbaïdjanais a exprimé avec enthousiasme que l'Azerbaïdjan atteindra directement la Turquie via le Nakhitchevan, permettant de même la jonction entre l'Europe et l'Asie centrale. En soulignant le prestige et l'importance du Conseil Turc sur la scène internationale, le président turc, M. Recep Tayyip Erdoğan, a affirmé que la Turquie souhaitait réaliser le prochain Sommet à Istanbul, le 12 novembre 2021, si les conditions le permettaient.

Voici quelques sujets débattus durant le Sommet :

Le fonds d'investissement turc



Le Sommet virtuel du Conseil Turc. 31 mars 2021

Le Couloir Transcaspien de Transports
La création d'une chambre de commerce et d'industrie commune

Le processus de ports jumeaux
Le Comité de Coordination sanitaire
Les voyages organisés de la Route de la Soie actuelle.

Le programme d'échange Orhun des étudiants et des académiciens.

Les camps de jeunesse internationaux.
Les festivals de la jeunesse

Les Jeux universitaires sportifs.